

Communications

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Cadastre : revue spécialisée consacrée au cadastre suisse**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 13

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Suivi (monitoring) du bénéfice que l'économie nationale a retiré des données de la mensuration officielle en 2012

■ Le suivi (monitoring) du bénéfice que l'économie nationale retire des données de la mensuration officielle (MO) a été réalisé pour la sixième fois en 2012. Les cantons ont tous pris part à cette opération, de même que la Principauté du Liechtenstein.

Les principaux résultats du suivi sont récapitulés ci-dessous.

Etendue de la MO

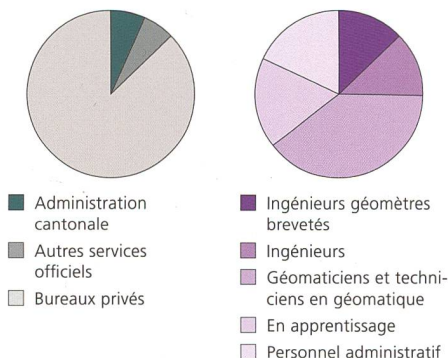
A la fin de l'année 2012, le nombre total de biens-fonds était de 4'034'729, ce qui correspond à une progression de 0,08 % par rapport à l'exercice précédent; notons toutefois que cette valeur se fonde encore sur des estimations dans sept cantons.

A l'échelle de la Suisse entière, 91,3 % de tous les biens-fonds existants sont enregistrés dans la MO (contre 90,3 % l'an passé). 13 cantons ont désormais atteint une couverture territoriale complète, tandis qu'elle excède 98 % dans neuf autres cantons. En revanche, la couverture territoriale reste inférieure à 75 % pour les biens-fonds dans trois cantons.

Le nombre des bâtiments enregistrés dans la MO a continué à croître légèrement, s'établissant désormais à 2'896'018; les indications fournies par quatre cantons se fondent ici sur des estimations.

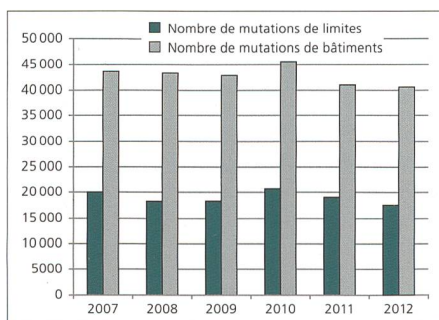
Nombre de personnes occupées à la mise à jour de la MO

L'effectif est resté globalement stable puisque l'on dénombrait 3143 personnes occupées à la mise à jour de la MO à la fin de l'année 2012 (ce qui correspond à un recul de 0,6 %). La répartition du personnel par employeurs et par catégories professionnelles est présentée sur les deux figures suivantes:



Activités de mise à jour dans la MO

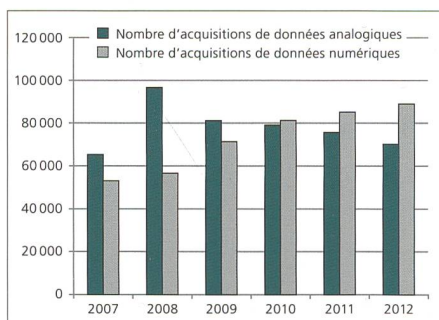
Elles ont à nouveau reculé de 2,2 % en 2012 puisque seules 58'420 mutations ont été comptabilisées au titre de cet exercice: 17'892 mutations de limites (-5,4 %) et 40'528 mutations de bâtiments (-0,8 %). Le chiffre d'affaires global a également baissé de 4,6 % pour s'établir à 97,2 millions de francs, de sorte que le coût moyen d'une mutation s'est élevé à 1663 francs (contre 1705 francs l'année précédente).



Utilisation des données

Les recettes d'émoluments ont reculé de 13,3 % en 2012 pour s'établir à 9,4 millions de francs.

Le nombre d'acquisitions de données analogiques a poursuivi son repli en 2012 (71'741, soit -5,5 %), tandis que celui des acquisitions de données numériques a continué à croître (87'182, soit +2,4 %). La tendance à la préférence accordée aux données numériques (55 % contre 45 % pour les données analogiques, exercice précédent: 53/47 %) s'est encore amplifiée.



Les chiffres clés de l'année 2012

(entre parenthèses, la comparaison avec ceux de 2011)

Etendue de la mensuration officielle

Nombre de biens-fonds:	4'034'729	(+0.1%)
Nombre de bâtiments:	2'896'018	(+1.3%)

Effectif

Nombre de personnes employées à la mise à jour de la MO:	3143	(-0.6%)
--	------	---------

Activités de mise à jour

Nombre de mutations de limites:	17'892	(-5.4%)
Nombre de mutations de bâtiments:	40'528	(-0.8%)
Chiffre d'affaires (en francs):	97.2 Mio.	(-4.6%)
Coût moyen d'une mutation (en francs):	1663	(-2.4%)

Utilisation des données

Recettes d'émoluments (en francs):	9.4 Mio.	(-13.3%)
Nombre d'acquisitions de données:	158'923	(-1.3%)
Acquisitions de données analogiques:	45 %	
Acquisitions de données numériques:	55 %	

Daniel Steudler

Direction fédérale des mensurations cadastrales
swisstopo, Wabern
daniel.steudler@swisstopo.ch

Les informations sur les biens-fonds de Cadastralinfo: plus elles sont actuelles, plus elles sont utiles!

■ Depuis juillet 2013, un bien-fonds, où qu'il se trouve en Suisse, peut être trouvé très simplement sur le site www.cadastre.ch/info. Il suffit pour cela d'entrer l'adresse, le nom de la commune et éventuellement un numéro de parcelle ou d'indiquer des coordonnées nationales pour que le bien-fonds recherché soit présenté sur un plan et une photo aérienne, des informations complémentaires à son sujet étant en outre proposées. Cadastralinfo – ainsi s'appelle ce nouveau service gratuit – se fonde sur les données de la mensuration officielle (MO) et offre un bénéfice immédiat à ses utilisateurs.

Depuis sa mise à disposition, Cadastralinfo suscite un vif intérêt (cf. figure). Si de nombreux retours positifs ont été enregistrés, des voix plus critiques se sont aussi élevées, puisque des propriétaires fonciers nous ont signalé des erreurs dans les données les concernant. De leur côté, les utilisateurs de systèmes d'information géographique (SIG) ont fait observer que Cadastralinfo se montrerait bien plus précieux encore si les numéros des parcelles étaient affichés. Il s'est par ailleurs avéré, au niveau de la recherche, que l'on retrouvait le même numéro de parcelles à plusieurs reprises dans les communes découpées en arrondissements, rendant ainsi une attribution sans équivoque malheureusement impossible.

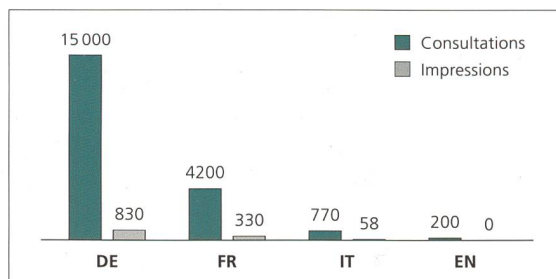
Les multiples réactions recueillies sont actuellement rassemblées et examinées par la Direction fédérale des mensurations cadastrales (D+M) qui a conjointement développé ce service avec COSIG¹. L'objectif visé est d'étendre le service Cadastralinfo. Il est par exemple envisageable de compléter la fonction de recherche en tenant compte de l'existence de plusieurs numéros de parcelles identiques, d'étendre le jeu de données en y adjoignant les numéros de parcelles ou d'intégrer des informations supplémentaires, telles que des indications relatives aux études de notaires.

Cadastralinfo est un outil formidable qui s'adresse à un très large public! Toutefois, sa pertinence est fortement liée au niveau d'actualité des données. Elles doivent donc être mises à jour en continu, avec la plus grande minutie. Cette tâche essentielle incombe aux services spécialisés des cantons.

Car, comme l'indique le titre du présent article, plus les informations sont actuelles, plus elles sont utiles!

Direction fédérale des mensurations cadastrales

Figure: Intérêt manifesté envers Cadastralinfo depuis la mise en ligne du service (entre juillet et septembre 2013)



¹ COSIG: Coordination, services et informations géographiques

Rapport du Conseil fédéral sur le libre accès aux données publiques

■ Le Conseil fédéral a publié le 13 septembre 2013 un rapport sur le libre accès aux données publiques en Suisse. Il charge l'Unité de pilotage informatique de la Confédération d'élaborer d'ici au milieu de l'année 2014 une stratégie en la matière et de planifier, en collaboration avec les Archives fédérales et la Chancellerie fédérale, la mise en œuvre en 2014 du modèle fondé sur les données publiques en libre accès.

L'administration publique produit, traite et collecte des données de haute qualité aussi nombreuses que variées, telles que les données statistiques, géographiques, environnementales ou météorologiques par exemple. La possibilité de publier et de réutiliser ces données génère un potentiel considérable en matière d'amélioration de l'efficacité et de la transparence de la gestion de l'administration, de création de valeur économique et de discussion politique.

Potentiel considérable du libre accès aux données publiques

Le Conseil fédéral a publié un rapport en réponse au postulat 11.3884 «Le libre accès aux données publiques comme priorité stratégique de la cyber-administration». Les principales bases stratégiques, organisationnelles, juridiques et techniques en matière de libres accès aux données publiques, ainsi que la situation actuelle en Suisse sont présentées dans ce rapport. Le potentiel décrit dans le rapport ne peut pas encore être exploité complètement en Suisse, en raison de nombreux obstacles: absence d'un portail national pour les données des administrations, manque de standardisation du traitement des données, dispositions d'utilisation hétérogènes et actuels modèles de financement. Le projet prioritaire B2.12 «Open Government Data (Données publiques en libre accès)» lancé en 2011 suite au postulat est géré par l'Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC). Ce projet vise à éliminer les barrières qui empêchent de garantir dans toute la Suisse le libre accès aux données publiques.

Libre accès aux données publiques en Suisse

La mise à disposition de données en libre accès entre en ligne de compte pour les données possédées par l'administration et dont l'utilisation n'est pas expressément limitée, en particulier pour des raisons relevant du droit de la protection des données et de l'information, ainsi que du droit d'auteur.

La publication de données constitue aujourd'hui déjà une tâche essentielle de divers offices fédéraux. Les cantons, villes et communes mettent aussi des données à la disposition du public dans le cadre de l'exécution de leurs tâches administratives.

Un portail-pilote «OGD@Bund» pour les données publiques de la Confédération est créé dans le cadre du projet prioritaire «Données publiques en libre accès». A partir de la mi-septembre 2013, les Archives fédérales, l'Office fédéral de la statistique, swisstopo, MétéoSuisse et la Banque nationale mettront ainsi à disposition une partie des données qui sont déjà en libre accès actuellement.

Stratégie de libre accès aux données publiques au milieu de l'année 2014

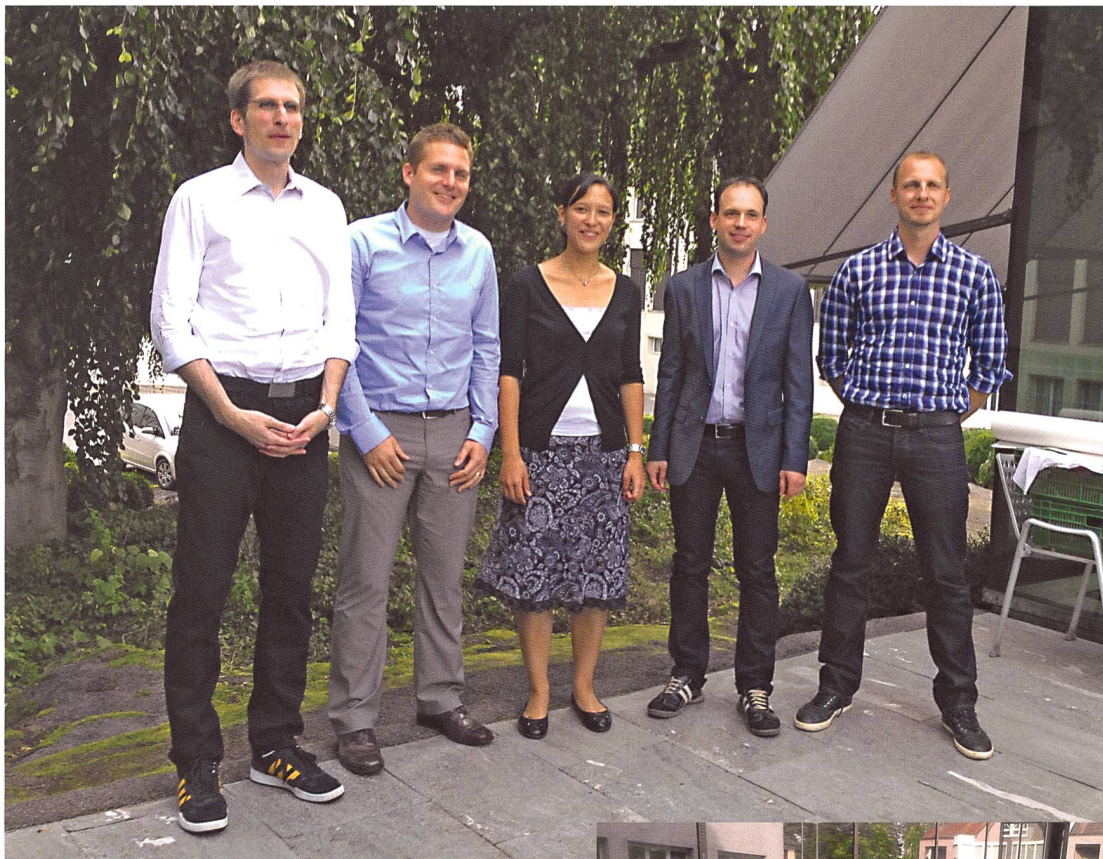
Une mise en œuvre efficace du libre accès aux données publiques requiert des objectifs et une planification coordonnés à l'échelon national. Le Conseil fédéral a chargé l'UPIC d'élaborer d'ici au milieu de l'année 2014, conjointement avec les Archives fédérales et la Chancellerie fédérale, une stratégie nationale de libre accès aux données publiques. Ce mandat comporte également des examens concernant les droits d'utilisation, la protection des données, les processus de publication et les possibilités de compensations des pertes d'émoluments. Il s'agit par ailleurs de préparer le remplacement du portail-pilote «OGD@Bund» par un portail national pour les données des administrations et d'assurer l'avancement des travaux de standardisation relatifs à un modèle de métadonnées et à un modèle de libre accès aux données publiques.

Communiqué de la Direction opérationnelle de la cyberadministration suisse/Unité de pilotage informatique de la Confédération

Rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat Wasserfallen 11.3884 du 29 septembre 2011
Le libre accès aux données publiques comme priorité stratégique de la cyberadministration
Disponible sous:
www.news.admin.ch ⇨
Documentation ⇨ Rechercher les Communiqués du 13.09.2013.

Nouveaux ingénieurs brevetés en 2013

De gauche à droite:
Stefan Ziegler, Hanno Jörg
Konrad, Sandra Vanessa
Zeder, Stefan Krummen-
acher, Peter Süess



Cinq nouveaux ingénieurs peuvent désormais porter le titre d'ingénieurs géomètres brevetés. Ils ont reçu leur brevet le 6 septembre 2013 à Wabern, après avoir passé l'examen d'Etat avec succès. Ils sont donc dès à présent – à condition qu'ils s'inscrivent au registre des géomètres – habilités à réaliser des mensurations officielles dans toute la Suisse.

Konrad Hanno Jörg, Vaduz FL
Krummenacher Stefan, Jona
Süess Peter, Chur
Zeder Sandra Vanessa, Männedorf
Ziegler Stefan, Solothurn

Nous félicitons les nouveaux titulaires du brevet pour leur réussite et formulons tous nos voeux pour leur avenir, tant professionnel que privé.

Roman Ebnetter
Président de la Commission fédérale des
ingénieurs géomètres
geometerkommission@swisstopo.ch



La grande photo:
Virginia Zeder-Coloyan
Les petites photos:
Karin Markwalder

La mensuration officielle sur Wikipedia



Nous avons posté sur www.wikipedia.org, dans la section «Mensuration officielle (Suisse)», une contribution sur la mensuration officielle. Cet article

comprend des chapitres sur:

- l'histoire
- les produits et les services
- l'organisation
- les données de la mensuration officielle
- les méthodes de mesure et
- la formation.

Ces informations sont aussi disponibles dans le Wikipédia de langue allemande sous «Amtliche Vermessung (Schweiz)». A l'échéance du délai de rédaction la version italienne n'était pas encore publiée par Wikipédia.

Ceux qui connaissent Wikipédia savent que cette encyclopédie libre est établie et mise à jour sur la base des informations des utilisateurs. Le thème «Mensuration officielle (Suisse)» n'est donc pas statique et peut être actualisé et complété à tout moment.

Direction fédérale des mensurations cadastrales

Du changement parmi les responsables des services cantonaux du cadastre



Canton de Soleure

Stefan Ziegler a repris le 1^{er} novembre 2013 la fonction de géomètre cantonal. Il remplace Peter Dütschler, qui a assumé cette fonction par intérim.

Direction fédérale des mensurations cadastrales

Circulaires et Express: dernières publications

Circulaires

qui apportent des précisions importantes relatives à des prescriptions juridiques applicables à l'échelon national

Date	Thème
■ 20.08.2013	<i>Circulaire MO 2013/03</i> Instruction «Mensuration officielle – Indemnités fédérales» du 19 août 2013 (État au 1 ^{er} septembre 2013)
■ 23.08.2013	<i>Circulaire MO 2013/04</i> Instruction «Mensuration officielle – Déroulement administratif des entreprises» du 19 août 2013 (État au 1 ^{er} septembre 2013)

Express

qui donnent des informations générales ou qui accompagnent des enquêtes

Date	Thème
■ 29.08.2013	<i>MO-Express 2013/06</i> Dépliant «De nouvelles coordonnées pour la Suisse» à l'intention des propriétaires fonciers
■ 13.09.2013	<i>MO-Express 2013/07</i> Suivi (monitoring) du bénéfice que l'économie nationale retire des données de la MO – Résultats pour 2012 et questionnaire pour 2013

- Mensuration officielle
- Cadastre RDPPF

Ces documents peuvent être consultés sur le portail www.cadastre.ch ⇒ Mensuration officielle ou ⇒ Cadastre RDPPF.

Direction fédérale des mensurations cadastrales